https://www.assemblee-nationale.fr/dvn/14/guestions/QANR5I.14QF61127



14ème legislature

Question N°: 61127	De Mme Anne-Lise Dufour-Tonini (Socialiste, républicain et citoyen - Nord)				Question écrite
Ministère interrogé > Handicapés et lutte contre l'exclusion Ministère attributaire > Personnes handicapées					nnes handicapées
Rubrique >handicapés		Tête d'analyse >établissements		Analyse > structures d'accueil. adultes handicapés. accueil en Belgique. perspectives.	
Question publiée au JO le : 22/07/2014 Date de changement d'attribution : 18/05/2017 Question retirée le : 20/06/2017 (fin de mandat)					

Texte de la question

Mme Anne-Lise Dufour-Tonini appelle l'attention de Mme la secrétaire d'État, auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion, sur la croissance de l'exode des adultes handicapés français vers les centres pour adultes handicapés belges. Du fait de la pénurie de places en France, ce n'est pas moins de 6 500 handicapés français, dont plus de 1 000 nordistes pour 140 nouveaux centres, qui sont accueillis dans les centres pour handicapés en Belgique. À titre d'exemple, la ville d'Estaimpuis (10 000 habitants), à la frontière avec la France, compte quatre centres pour adultes handicapés dont trois fraichement ouverts pour accueillir uniquement des Français. Or les dérives de l'exode vers la Belgique sont nombreuses, souvent ces centres ne sont que des entreprises privées à but purement lucratif qui profitent de la pénurie de places en France pour en faire un business. Ainsi, ce sont les conditions d'accueils qui se dégradent et les plaintes se multiplient alors même que le Conseil Général du Nord prend en charge chaque journée d'accueil de 109 à 162 euros. Il est en est de même avec la situation des jeunes autistes français qui ne trouvent plus d'école pouvant les recevoir en France et se tournent vers la Belgique. Il est indispensable que la prise de conscience permette d'aboutir à des solutions concrètes. Elle souhaite savoir quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour améliorer cette situation difficile.